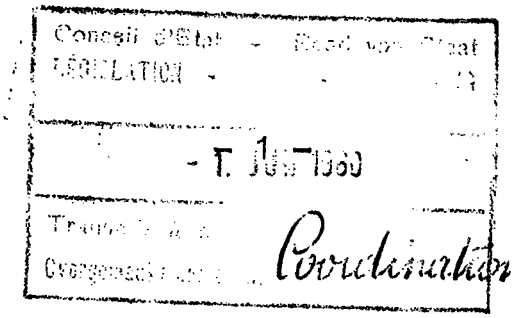
MTL.



L.7130/1.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 6 mai 1960, d'une demande d'avis sur un projet de loi "apportant des modifications aux lois sur la milice", a donné le 17 mai 1960 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 6c mei 1960 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "houdende wijzigingen in de dienstplichtwetten", heeft de 17e mei 1960 het volgend advies gegeven :

L'objet principal du projet est la suppression du contingent spécial, le rétablissement des dispenses du service militaire en temps de paix et la réintroduction dans la législation sur la milice de dispositions permettant la libération du service actif.

Ce projet appelle les observations suivantes :

I. Le projet de loi comporte quatre articles. Le premier article est divisé en cinquante-neuf paragraphes.

Cet article 1er a pour objet de modifier un grand nombre d'articles des lois sur la milice, coordonnées par arrêté royal du 2 septembre 1957, modifiées par la loi du 16 août 1958.

L'article 41 de la Constitution décide qu'un projet de loi ne peut être adopté par l'une des Chambres qu'après avoir été voté article par article. Les Chambres, dit l'article 42, ont le droit d'amender et de diviser les articles et les amendements proposés. Il ne conviendrait donc pas que le Gouvernement demande aux Chambres d'adopter par un seul et même vote l'article 1er du projet de loi puisque celui-ci modifie, par ses cinquante-neuf paragraphes, un grand nombre de dispositions distinctes que les Chambres ont adoptées séparément, conformément à l'article 41 de la Constitution.

En outre, le paragraphe 59 de cet article 1er a pour objet d'ajouter aux lois coordonnées sur la milice, neuf nouveaux articles qui devraient normalement être adoptés séparément par les deux Chambres.

II. Le projet de loi fait allusion à de nombreuses reprises au Ministre du Congo belge et du Ruanda-Urundi,

./.

au Congo belge, au Gouverneur général du Congo et à l' "autorité belge au Congo".

Dans sa lettre introductive, le Ministre de l'Intérieur, en insistant sur le caractère d'urgence du projet, précise que ce projet devrait être voté par le Parlement avant la fin de la présente session.

Le Congo belge deviendra un Etat indépendant et souverain à partir du 30 juin 1960. En supposant que le présent projet de loi soit adopté par les deux Chambres avant le 30 juin 1960, la terminologie qu'il établit ne sera adéquate que pendant quelques jours. Si le projet de loi n'est pas adopté par les deux Chambres, sanctionné par le Roi, promulgué et publié avant le 30 juin, cette terminologie ne sera jamais adéquate et aura perdu son fondement constitutionnel au moment même de sa publication.

Le Conseil d'Etat n'est pas compétent pour déterminer s'il y a lieu, après le 30 juin 1960, de faire mention du Congo d'une manière spéciale dans les dispositions législatives relatives aux obligations de milice.

Il appartient au pouvoir législatif d'arrêter sa politique à cet égard et de juger s'il y a lieu de modifier profondément ou d'adapter un certain nombre de dispositions légales, notamment les articles 12, 16 et 46.

III. Au paragraphe 46, le projet de loi crée une commission compétente pour prendre les décisions relatives aux libérations des miliciens.

Le paragraphe 5 du nouvel article 87 précise la composition de cette commission administrative. Cette commission est composée d'un fonctionnaire du Ministère de l'Intérieur et de deux officiers de l'armée, désignés respectivement par le Ministre de l'Intérieur et par le Ministre de la Défense nationale. Cette commission statue à

./.

la majorité des voix, elle a le droit d'enquête pour mettre les dossiers en état. Les miliciens ont le droit d'introduire devant cette commission des réclamations lorsque les libérations leur ont été notifiées.

A l'article 98, alinéa 4, le texte nouveau dira que, en ce qui concerne les retraits de sursis, de dispense, d'exemption, d'ajournement ou de libération : "La juridiction ou la commission est saisie par le Ministre de l'Intérieur. Elle ne prononce qu'après avoir invité l'intéressé à présenter sa défense verbalement ou par écrit. Dans tous les cas, la décision est réputée contradictoire".

A l'alinéa 5 du même article, le nouveau texte dira que : "Le retrait ne peut intervenir plus d'un an après la première décision".

Le texte ancien disait : "Le retrait ne peut intervenir plus d'un an après le jour où la première décision est passée en force de chose jugée".

L'exposé des motifs (paragraphe 48) ne donne aucune explication sur la volonté du Gouvernement d'éliminer de l'alinéa 5 de l'article 98 la notion d'autorité de chose jugée.

Les juridictions de milice sont revêtues de toutes les attributions constitutionnelles propres à la notion de "juridiction contentieuse" mentionnée à l'article 94 de la Constitution. Les décisions des juridictions de milice sont revêtues de l'autorité de la chose jugée, ce qui signifie qu'elles ne peuvent être soumises au contrôle des cours et tribunaux fondé sur l'article 107 de la Constitution.

En ajoutant le mot "commission" au paragraphe 4 de l'article 98, le Gouvernement entend-il ne pas reconnaître à cette commission le caractère de juridiction de milice ? Est-ce pour ce motif que l'autorité de la chose jugée a été éliminée du paragraphe suivant ?

./.

La commission des libérations présente les caractères traditionnels de la juridiction. Elle est appelée à statuer sur des contestations en application de certaines dispositions spéciales de la loi de milice. Elle peut être saisie par les intéressés eux-mêmes.

En cas de retrait de la libération, lorsque le milicien a employé des manoeuvres frauduleuses ou a sciemment donné ou laissé donner des renseignements inexacts ou incomplets dans le but de l'obtenir, la Commission doit inviter l'intéressé à présenter sa défense verbalement ou par écrit.

Pour l'exercice de toutes ces compétences, la Commission statue à la majorité des voix.

Cette commission échapperait à la nature même de la juridiction si ses membres, fonctionnaire et officiers, étaient soumis, dans l'exercice de leur mission spéciale au sein de la commission, au pouvoir hiérarchique de leurs supérieurs, notamment des Ministres de l'Intérieur et de la Défense nationale. S'il en était ainsi, on ne voit pas bien comment la loi pourrait leur conférer le droit de décider (statue) à la majorité des voix.

Si le projet de loi s'exprime de cette manière, c'est que les membres de la commission statuent librement en interprétant la loi et en l'appliquant aux cas d'espèce sans en référer à leurs supérieurs et sans être soumis à des injonctions ou à des ordres de quelque nature qu'ils soient. La commission est donc une juridiction et ses décisions sont revêtues de l'autorité de la chose jugée; il conviendrait que la loi le dise expressément.

Si le Gouvernement n'entend pas donner à cette commission le caractère d'une juridiction administrative, il ne peut donner aux fonctionnaire et officiers qui la composent le droit de "statuer à la majorité des voix" en toute indépendance à l'égard de leurs autorités hié-

./.

rarchiques respectives. Ce pouvoir de délibérer et de décider librement, sans possibilité d'évocation par ces autorités, est, en effet, une des caractéristiques fondamentales de la juridiction.

Si la commission n'est qu'un organe de l'administration active, ses membres ne peuvent être dotés d'un pouvoir de décision que par voie de délégation du pouvoir exécutif. Dans ce cas, la commission reste soumise au pouvoir hiérarchique. Elle est dans une situation juridique identique à celle de n'importe quel chef de service du Ministère de la Défense nationale ou de l'Intérieur qui jouit, par délégation, du pouvoir d'expédier certaines affaires sans en référer, dans chaque cas d'espèce, aux Ministres responsables.

IV. En outre, le projet de loi appelle les observations de forme suivantes :

1. Le nouvel alinéa 11 de l'article 10, paragraphe 1er, 1°, décide qu' "en ce cas, le conseil supérieur de milice doit baser sa décision sur les mêmes éléments que ceux dont le conseil de milice a eu connaissance". Cette disposition n'est pas strictement utile, puisque la phrase précédente a eu soin de préciser que le conseil de milice peut avoir égard aux ressources présumées de l'année de l'introduction de la demande de sursis s'il est établi que celles-ci seront inférieures à celles de l'année précédente. Les termes "année en cours" de l'ancien texte sont remplacés par les termes "année de l'introduction de la demande" dans le but d'empêcher, nous dit l'exposé des motifs, page 7, les juridictions de milice de prendre en considération les revenus de l'année au cours de laquelle elles statuent. Cette précaution étant prise, il va de soi que la juridiction d'appel ne peut pas se placer à un autre point de vue que la juridiction de premier degré.

./.

2. Au 4° du paragraphe 1er de l'article 12, il est dit que "les dispositions de l'article 10, paragraphe 1er, 1°, alinéas 4 et suivants, sont d'application". Il faut dire que les dispositions "sont applicables" ou "doivent être appliquées".

3. Au 6° du même article, il vaudrait mieux dire, à la huitième ligne : "dans son pays d'origine, dans son pays de résidence ou dans le pays dont il possède également la nationalité".

4. A l'alinéa 2 du paragraphe 5 du nouvel article 15, l'expression "est venue à cesser" devrait être, par souci de concordance avec le texte néerlandais, remplacée par le mot : "cesse".

5. L'article 22 commence par la proposition conditionnelle suivante : "Si plusieurs situations de milice sont attribuées à un milicien ...". Il est plus correct de dire : "Si un milicien se trouve dans plusieurs situations de milice ...".

6. Au littéra b du paragraphe 1er de l'article 87, il est dit que : "si plusieurs familles justifient avoir fourni le même nombre de fils à l'armée, la préférence est accordée successivement à celles : ...". La libération du service militaire n'est pas accordée à une famille, mais bien à un homme : le milicien bénéficiaire de la libération. Il faudrait donc dire : "Si des miliciens appartiennent à des familles qui ont fourni le même nombre de fils à l'armée, la préférence est accordée successivement aux miliciens dont la famille :
1° a au moins un membre mort ...;
2° a au moins un membre mort ...;
3° compte au moins un membre ayant la qualité ...;
4° compte au moins un fils ayant participé ...;
5° a au moins un fils licencié par réforme;
6° compte le plus grand nombre ...".

./.

7. A l'article 101 nouveau, il est fait mention du "séjour d'un milicien pendant l'hospitalisation dans un établissement militaire suite à un accident survenu ...". Il faut dire : "à la suite d'un accident survenu".

8. Le 4° du paragraphe 1er de l'article 107 serait mieux rédigé comme suit :

> "4° Celui qui, exclu ou renvoyé de l'armée, et mis à la disposition du Ministre de la Défense nationale en vertu de l'article 15, § 4, ne s'est pas rendu à l'endroit désigné dans les trois jours après la date fixée".

9. A l'article 118, les mots "sur le chemin de celles-ci" seraient avantageusement remplacés par les mots "sur le trajet pour se rendre au lieu de ces prestations et inversement".

10. La dernière partie du paragraphe 1er de l'article 119 serait mieux rédigée comme suit :

> "... ou qui, en temps de paix, sans excuse valable, est absent alors qu'il a été dûment convoqué pour accomplir des prestations de service".

11. A l'article 3 du projet, il paraît inutile d'autoriser à nouveau le Roi à procéder à une coordination. Cette autorisation a déjà été donnée par la loi du 5 juillet 1957 (article 57), qui est toujours en vigueur.

.../...

12. A l'article 4, il est préférable de préciser la première phrase de la manière suivante :

"Le Roi fixe la date d'entrée en vigueur des dispositions de la présente loi ...".

V. Le projet modifie l'article 83 des lois coordonnées et reproduit le texte actuel de l'alinéa 4 de cet article. Cet alinéa est relatif à la résiliation de l'engagement du candidat officier auxiliaire, de l'officier auxiliaire, de même que du candidat sous-officier auxiliaire ou du sous-officier auxiliaire appartenant au personnel navigant de la force aérienne. Il règle les conséquences de la résiliation en ce qui concerne les obligations de milice des intéressés.

Or, la loi du 23 décembre 1955 sur les officiers auxiliaires de la force aérienne, pilotes et navigateurs, en ses articles 5, § 3, alinéa 2, et 10, alinéa 2, et la loi de même date sur les sous-officiers auxiliaires de la force aérienne, pilotes et navigateurs, en son article 9, alinéa 2, traitent de la même matière et énoncent des règles identiques à celles de l'article 83, alinéa 4, du projet. Celui-ci devrait donc être omis.

.../...

VI. Compte tenu de l'observation formulée sub I, le Conseil d'Etat propose de modifier la présentation du projet, notamment de subdiviser l'article 1er en autant d'articles qu'il comporte de modifications à un article déterminé des lois coordonnées et d'insérer dans ces lois un chapitre X bis, groupant les articles 112 à 120, qui doivent normalement trouver leur place avant les dispositions diverses, pénales et transitoires formant le chapitre XI des lois coordonnées.

Le texte pourrait, dès lors, être conçu suivant le schéma indiqué ci-après :

Article 1er.

L'article 1er des lois sur la milice, le recrutement et les obligations de service, coordonnées le 2 septembre 1957, est modifié comme suit :

§ 1er. A l'alinéa 5, la phrase "...." est supprimée.

§ 2. A l'alinéa 8, entre les mots "sélection" et "conseil de revision",sont insérés les mots : "...".

§ 3. Il est ajouté un quinzième alinéa, rédigé comme suit :

"La libération ...".

Article 2.

L'intitulé du chapitre II, précédant l'article 2 des mêmes lois coordonnées, est remplacé par l'intitulé suivant :

"Chapitre II .....".

Article 3.

§ 1er. A l'article 2, § 2, des mêmes lois coor-

./.

données, les mots .....

§ 2. Au même article 2, il est ajouté un § 5, rédigé comme suit :

" § 5. ..... Les miliciens libérés....".

Article 4.

§ 1er. L'article 3, § 3, des mêmes lois coordonnées est remplacé par les dispositions suivantes :

"§ 3. .....".

§ 2. Le même article, § 4, est remplacé par les dispositions suivantes :

"§ 4. ...".

§ 3. Le même article est complété par un § 5, rédigé comme suit :

"§ 5. .....".

Article 5.

A l'article 4, § 4, alinéa 1er, des mêmes lois coordonnées, les mots ....

Article 6.

A l'article 7, § 3, alinéa 1er, des mêmes lois coordonnées, les mots .....

Article 7.

L'article 8 des mêmes lois coordonnées est remplacé par les dispositions suivantes :

"Article 8. ....".

Article 8.

§ 1er. L'article 10, § 1er, 1°, alinéa 11, des mêmes lois coordonnées, est remplacé par la disposition suivante :

"Toutefois .....".

./.

§ 2. Au § 2 du même article, les mots .....

§ 3. Le § 4 du même article est complété par un 5°, rédigé comme suit :

"5° ...".

§ 4. Le même article est complété par un § 5,rédigé comme suit :

"§ 5. .....".

Article 9.

§ 1er. L'article 11, § 1er, des mêmes lois coordonnées, est remplacé par les dispositions suivantes :

" § 1er. .....".

§ 2. Au § 2 du même article, après le mot "**sursis**" sont ajoutés les mots ".....".

§ 3. Au § 3 du même article, le mot .....

Article 10.

L'article 12 des mêmes lois coordonnées est remplacé par les dispositions suivantes :

" Article 12. § 1er ....".

Article 11.

Le chapitre IV, section IV,et l'article 13 des mêmes lois coordonnées, sont abrogés.

Article 12.

§ 1er. L'article 14, § 1er, alinéa 2, des mêmes lois coordonnées, est remplacé par la disposition suivante :

"....."

§ 2. Au même article, le § 2, alinéa 2, est remplacé par la disposition suivante :

".....".

./.

Article 13.

§ 1er. A l'article 15 des mêmes lois coordonnées, le § 2, dans lequel les mots : "Peut être exclu du service" sont supprimés, devient le 4° du § 1er.

§ 2. Le § 3 du même article est remplacé par un § 2 nouveau, rédigé comme suit :

" § 2 .....".

§ 3. Le § 4 du même article devient le § 3.

§ 4. Le § 5 du même article est remplacé par un § 4 nouveau, rédigé comme suit :

" § 4. .....".

§ 5. Le § 6 du même article est remplacé par un § 5 nouveau, rédigé comme suit :

" § 5. .....".

Article 14.

L'article 16 des mêmes lois coordonnées est remplacé par les dispositions suivantes :

"Article 16, § 1er. .....".

Article 15.

A l'article 17, § 2, des mêmes lois coordonnées, les mots ....

Article 16.

§ 1er. A l'article 20, § 1er, des mêmes lois coordonnées, le 6° est supprimé.

§ 2. Le § 3 du même article est remplacé par les dispositions suivantes :

" § 3 ....".

./.

§ 3. Au § 4 du même article, les mots .....

Article 17.

§ 1er. A l'article 21, § 3, alinéa 1er, des mêmes lois coordonnées, le mot "légalisée" est supprimé.

§ 2. Au même § 3, l'alinéa 2 est abrogé.

Article 18.

L'article 22 des mêmes lois coordonnées est remplacé par les dispositions suivantes :

"Article 22. .....".

Article 19.

A l'article 23 des mêmes lois coordonnées, les mots ...

Article 20.

L'article 25 des mêmes lois coordonnées est remplacé par la disposition suivante :

"Article 25 .....".

Article 21.

A l'article 26, alinéa 2, des mêmes lois coordonnées, les mots : "...." sont remplacés par les mots "de dispense" et les mots : "l'article 13, § 2" par les mots : "l'article 12, § 2".

Article 22.

A l'article 28, § 4, des mêmes lois coordonnées, les mots .....

Article 23.

§ 1er. L'article 32, § 1er, 3°, des mêmes lois coordonnées, est remplacé comme suit :

"3° ....." .

./.

§ 2. Les §§ 2 et 3 du même article sont abrogés.

Article 24.

§ 1er. A l'article 33, § 1er, des mêmes lois coordonnées, les mots .....

§ 2. Au § 2, alinéa 1er, du même article, les mots "...." sont supprimés.

§ 3. Au même § 2, l'alinéa 2 est abrogé.

Article 25.

A l'article 37, § 3, des mêmes lois coordonnées, les mots .....

Article 26.

L'article 44, alinéa 2, des mêmes lois coordonnées est remplacé par la disposition suivante :

".....".

Article 27.

L'article 46 des mêmes lois coordonnées est remplacé par les dispositions suivantes :

"Article 46. § 1er .....".

Article 28.

L'article 47, § 3, des mêmes lois coordonnées est remplacé par les dispositions suivantes :

" § 3 .....".

Article 29.

L'article 49, alinéa 2, des mêmes lois coordonnées est remplacé par la disposition suivante :

"Il est .....".

./.

Article 30.

A l'article 51, § 1er, des mêmes lois coordonnées, les alinéas 2 et 3 sont abrogés.

Article 31.

L'intitulé du chapitre V, section VI, des mêmes lois coordonnées, est remplacé par l'intitulé suivant :

"Section VI .....".

Article 32.

L'article 54 des mêmes lois coordonnées est remplacé par les dispositions suivantes :

"Article 54.....".

Article 33.

A l'article 60 des mêmes lois coordonnées, les mots : "Le milicien ajourné" sont remplacés par les mots : "A sa sortie du centre, le milicien ajourné".

Article 34.

§ 1er. A l'article 62, alinéa 1er, des mêmes lois coordonnées, les mots : "..." sont supprimés.

§ 2. L'alinéa 2 du même article est abrogé.

Article 35.

A l'article 63, § 1er, des mêmes lois coordonnées, le mot .....

Article 36.

§ 1er. L'article 65, § 1er, 1°, des mêmes lois coordonnées, est remplacé comme suit :

"1° ....".

./.

§ 2. Le § 3, alinéa 2, du même article est remplacé comme suit :

".....".

Article 37.

§ 1er. A l'article 66, § 1er, alinéa 1er, des mêmes lois coordonnées, le mot ....

§ 2. Le § 2 du même article est remplacé par la disposition suivante :

" § 2. Ce terme prend cours ....
De ce terme sont déduits ...." (supprimer le § 3).

Article 38.

Dans la phrase liminaire de l'article 67 des mêmes lois coordonnées, les mots ....

Article 39.

L'article 68 des mêmes lois coordonnées est abrogé.

Article 40.

A l'article 70, alinéa 1er, des mêmes lois coordonnées, les mots : .....

Article 41.

§ 1er. A l'article 71, § 1er, des mêmes lois coordonnées, les mots : .....

§ 2. Au § 2, alinéa 2, du même article, les mots "...." sont remplacés par .....

§ 3. Au même § 2, l'alinéa 3 est abrogé.

§ 4. Le § 3, alinéa 2, du même article est abrogé.

Article 42.

L'intitulé du chapitre VIII des mêmes lois coordon-

./.

nées est complété par la référence "(1)" et au même chapitre les mots : "Section Ière. Des engagements et des rengagements dans le personnel permanent de l'armée" sont supprimés.

Article 44.

A l'article 79, § 1er, des mêmes lois coordonnées, modifié par la loi du 16 août 1958, le mot ....

Article 45.

L'article 83 des mêmes lois coordonnées est remplacé par les dispositions suivantes :

" Article 83. .....".

Article 46.

A l'article 86, alinéa 1er, des mêmes lois coordonnées, les mots ....

Article 47.

Le chapitre VIII, section II, des mêmes lois coordonnées est remplacé par un chapitre VIII bis, intitulé comme suit :

" Chapitre VIII bis. De la libération du service actif".

Article 48.

L'article 87 des mêmes lois coordonnées est remplacé par les dispositions suivantes :

" Article 87. § 1er. .....".

Article 49.

L'article 96 des mêmes lois coordonnées est abrogé.

Article 50.

Il est inséré dans les mêmes lois coordonnées un

./.

chapitre X bis, intitulé comme suit :

"Chapitre X bis. Du service à la protection civile".

Article 51.

Il est inséré dans les mêmes lois coordonnées un article 97 bis, rédigé comme suit :

" Article 97_bis. ..... (= nouvel article 112)".

Article 52.

Il est inséré dans les mêmes lois coordonnées un article 97 ter, rédigé comme suit :

" Article 97_ter. .....(= nouvel article 113)".

Article 53.

Il est inséré dans les mêmes lois coordonnées un article 97 quater, rédigé comme suit :

" Article 97_quater. .....(= nouvel article 114)".

Article 54.

Il est inséré dans les mêmes lois coordonnées un article 97 quinquies, rédigé comme suit :

" Article 97_quinquies. .....(= nouvel article 115)".

Article 55.

Il est inséré dans les mêmes lois coordonnées un article 97 sexies, rédigé comme suit :

" Article 97_sexies. ..... (= nouvel article 116)".

Article 56.

Il est inséré dans les mêmes lois coordonnées un article 97 septies, rédigé comme suit :

" Article 97_septies. ..... (= nouvel article 117).".

./.

Article 57.

Il est inséré dans les mêmes lois coordonnées un article 97 octies, rédigé comme suit :

" Article 97_octies. ..... (= nouvel article 118)".

Article 58.

Il est inséré dans les mêmes lois coordonnées un article 97 nonies, rédigé comme suit :

" Article 97_nonies. ..... (= nouvel article 119)".

Article 59.

Il est inséré dans les mêmes lois coordonnées un article 97 decies, rédigé comme suit :

" Article 97_decies. ..... (= nouvel article 120)".

Article 60.

§ 1er. A l'article 98, alinéa 1er, des mêmes lois coordonnées, les mots "...." sont remplacés par .....

§ 2. L'alinéa 2 du même article est remplacé par la disposition suivante : ".....".

§ 3. A l'alinéa 4 du même article, les mots "La juridiction" sont remplacés par les mots : "La juridiction ou la commission".

§ 4. A l'alinéa 5 du même article, la première phrase est remplacée par la phrase suivante : "Le retrait ....".

Article 61.

Il est inséré dans les mêmes lois coordonnées un article 98 bis, rédigé comme suit :

" Article_98 bis. .....".

./.

Article 62.

Il est inséré dans les mêmes lois coordonnées un article 98 ter, rédigé comme suit :

" Article 98 ter. .....".

Article 63.

L'article 102, § 4, des mêmes lois coordonnées est abrogé.

Article 64.

L'article 105, § 1er, 4°, des mêmes lois coordonnées est remplacé comme suit :

" 4°. L'employeur qui .....".

Article 65.

A l'article 106, 2° et 3°, des mêmes lois coordonnées, les mots "un ajournement ou la désignation pour le contingent spécial" sont remplacés par les mots "un ajournement, la libération ou la désignation pour le contingent spécial".

Article 66.

§ 1er. A l'article 107, § 1er, des mêmes lois coordonnées, la phrase introductive est remplacée comme suit : "Est réputé déserteur".

§ 2. Le 1° du même paragraphe est complété par un troisième alinéa, rédigé comme suit :

"Dans ces cas .....".

§ 3. Au 2° du même paragraphe, les mots .....

§ 4. Le 4° du même paragraphe est remplacé par le texte suivant :

"4° celui qui, exclu ou renvoyé de l'armée, et mis à la disposition du Ministre de la Défense nationale en

./.

vertu de l'article 15, § 4, ne s'est pas rendu à l'endroit désigné dans les trois jours après la date fixée".

Article 67.

Au chapitre XI, section III, des mêmes lois coordonnées, les sous-titres : "A.- De la loi du 15 juin 1951 (1)" et "B.- De la loi du 5 juillet 1957" sont supprimés, et l'intitulé de la même section est complété par la référence (1) .

Article 68.

L'article 109 des mêmes lois coordonnées est remplacé par les dispositions suivantes :

" Article 109. .....".

Article 69.

L'article 110 des mêmes lois coordonnées est remplacé par les dispositions suivantes :

" Article 110. .....".

Article 70.

Les articles 112 et 113 des mêmes lois coordonnées sont abrogés.

Article 71.

...(article 2 du projet - Voir toutefois Observation II).

Article 72.

...(article 3 du projet - Voir toutefois Observation IV, 11)...

Article 73.-

Le Roi fixe la date de l'entrée en vigueur des dispositions de la présente loi, détermine éventuellement..."

Hoofddoel van het ontwerp is de afschaffing van het speciaal contingent, de wederinvoering van de vrijlatingen van militaire dienst in vredestijd en de wederopneming in de dienstplichtwetten van bepalingen waardoor het mogelijk wordt ontheffing van werkelijke dienst toe te staan.

Bij het ontwerp zijn de volgende opmerkingen te maken :

I. Het ontwerp van wet bevat vier artikelen. Het eerste artikel is onderverdeeld in negenvijftig paragrafen.

Dit artikel 1 strekt tot wijziging van een groot aantal artikelen van de bij koninklijk besluit van 2 september 1957 gecoördineerde dienstplichtwetten, gewijzigd bij de wet van 16 augustus 1958.

Artikel 41 van de Grondwet bepaalt dat een ontwerp van wet door één van de Kamers slechts kan worden aangenomen nadat daarover artikelsgewijs is gestemd. De Kamers, aldus artikel 42, hebben het recht de artikelen en de amendementen die werden voorgesteld, te wijzigen en te splitsen. Het zou dus niet passen, dat de Regering aan de Kamers vraagt artikel 1 van het ontwerp door één en dezelfde stemming goed te keuren, aangezien dit artikel, met zijn negenvijftig paragrafen, een groot aantal onderscheiden bepalingen wijzigt die door de Kamers afzonderlijk werden goedgekeurd overeenkomstig artikel 41 van de Grondwet.

.../...

Paragraaf 59 van dit artikel 1 strekt er bovendien toe, aan de gecoördineerde dienstplichtwetten negen nieuwe artikelen toe te voegen welke beide Kamers normaal afzonderlijk zouden moeten goedkeuren.

II. Het ontwerp maakt bij herhaling gewag van de Minister van Belgisch-Congo en van Ruanda-Urundi, van Belgisch-Congo, van de Gouverneur-generaal van Congo en van "de Belgische overheid in Congo".

In de begeleidende brief wijst de Minister van Binnenlandse Zaken op het spoedeisend karakter van het ontwerp en zegt hij dat het Parlement het ontwerp zou moeten goedkeuren vóór het einde van de huidige zitting.

Met ingang van 30 juni 1960 wordt Belgisch-Congo een onafhankelijke en souvereine Staat. Wordt het onderhavige ontwerp van wet vóór 30 juni 1960 door beide Kamers goedgekeurd, dan zal de daarin gebruikte terminologie slechts voor enkele dagen gelden. Wordt het ontwerp van wet niet vóór 30 juni door beide Kamers goedgekeurd, door de Koning bekrachtigd, afgekondigd en bekendgemaakt, dan zal die terminologie nooit passen en zal zij haar grondwettelijke rechtsgrond verloren hebben wanneer zij wordt bekendgemaakt.

Het ligt niet in de bevoegdheid van de Raad van State te bepalen of Congo, na 30 juni 1960, op bijzondere wijze moet worden vermeld in de wetsbepalingen betreffende de dienstplicht.

De wetgevende macht dient haar politiek in dat opzicht vast te stellen en dient te oordelen of een bepaald aantal wetsbepalingen, inzonderheid de artikelen 12, 16 en 46, grondig gewijzigd dan wel aangepast moeten worden.

.../...

III. In paragraaf 46 stelt het ontwerp van wet een commissie in, die bevoegd is om beslissingen te nemen in verband met de ontheffing van dienstplichtigen.

Paragraaf 5 van het nieuwe artikel 87 bepaalt de samenstelling van deze administratieve commissie. Zij bestaat uit een ambtenaar van het Ministerie van Binnenlandse Zaken en twee officieren van het leger, onderscheidenlijk aangewezen door de Minister van Binnenlandse Zaken en de Minister van Landsverdediging. De commissie doet uitspraak bij meerderheid van stemmen; zij heeft het recht van onderzoek om de dossiers in staat te stellen. De dienstplichtigen hebben het recht bij deze commissie bezwaren in te dienen wanneer de ontheffingen hun ter kennis zijn gebracht.

In artikel 98, vierde lid, zal de nieuwe tekst ten aanzien van de intrekkingen van het uitstel, de vrijlating, de vrijstelling, de voorlopige afkeuring of de ontheffing, bepalen : "De zaak wordt door de Minister van Binnenlandse Zaken bij het rechtscollege of bij de commissie aanhangig gemaakt. Er wordt pas beslist nadat de betrokkene is verzocht geworden zijn verdediging mondeling of schriftelijk voor te dragen. In alle gevallen wordt de beslissing beschouwd als op tegenspraak genomen".

In het vijfde lid van hetzelfde artikel zal de nieuwe tekst bepalen : "De intrekking mag niet meer dan één jaar na de eerste beslissing plaats hebben".

De vroegere tekst bepaalde:"Intrekking kan niet uitgesproken worden meer dan één jaar na de dag waarop de eerste beslissing in kracht van gewijsde is gegaan".

.../...

De memorie van toelichting (paragraaf 48) geeft geen enkele verklaring voor de wil van de Regering om het begrip gezag van het gewijsde uit het vijfde lid van artikel 98 te weren.

De rechtscolleges in dienstplichtzaken beschikken over alle grondwettelijke bevoegdheden welke eigen zijn aan het begrip "tot eigenlijke rechtspraak bevoegd lichaam" als vermeld in artikel 94 van de Grondwet. De beslissingen van de rechtscolleges in dienstplichtzaken hebben gezag van gewijsde, hetgeen betekent dat zij niet aan de controle van hoven en rechtbanken kunnen worden onderworpen op grond van artikel 107 van de Grondwet.

Is het de bedoeling van de Regering, door invoeging van het woord "commissie" in § 4 van artikel 98, deze commissie niet als een rechtscollege in dienstplichtzaken te beschouwen ? Wordt dan daarom het begrip gezag van het gewijsde uit de volgende paragraaf geweerd ?

De commissie voor de ontheffingen heeft de traditionele kenmerken van een rechtscollege. Zij moet in geschillen uitspraak doen bij toepassing van sommige bijzondere bepalingen van de dienstplichtwetten. De betrokkenen zelf kunnen bij haar zaken aanhangig maken.

In geval van intrekking van de ontheffing, wanneer de dienstplichtige zich aan bedrieglijke praktijken schuldig heeft gemaakt of wetens onjuiste of onvolledige inlichtingen heeft verstrekt of heeft laten verstrekken om die ontheffing te verkrijgen, moet de commissie de betrokkene verzoeken zijn verweer mondeling of schriftelijk voor te dragen.

.../...

Voor de uitoefening van al deze bevoegdheden doet de commissie uitspraak bij meerderheid van stemmen.

Deze commissie zou zelfs in wezen geen rechtscollege zijn, indien haar leden - namelijk de ambtenaar en de officieren - bij het uitoefenen van hun bijzondere taak in de commissie onderworpen waren aan het hiërarchische gezag van hun meerderen, inzonderheid de Ministers van Binnenlandse Zaken en van Landsverdediging. In dat geval is het niet duidelijk, hoe de wet hun het recht zou kunnen verlenen bij meerderheid van stemmen te beslissen (uitspraak te doen).

Als het ontwerp zich op die wijze uitdrukt, is de bedoeling dat de leden van de commissie vrij uitspraak zouden doen, de wet zouden interpreteren en toepassen op de bijzondere gevallen zonder zich daarvoor tot hun meerderen te wenden en zonder enigerlei bevelen of orders te moeten ontvangen. De commissie is dus een rechtscollege en haar beslissingen hebben kracht van gewijsde; de wet dient dit dan ook uitdrukkelijk te bepalen.

Wil de Regering aan deze commissie niet het karakter van een administratief rechtscollege verlenen, dan kan zij aan de ambtenaar en aan de officieren waaruit zij is samengesteld niet het recht toekennen "uitspraak te doen bij meerderheid van stemmen", geheel onafhankelijk ten opzichte van hun onderscheiden hiërarchische meerderen. Deze bevoegdheid om vrij te beraadslagen en te beslissen zonder dat die overheden de zaak tot zich kunnen trekken, is immers één der grondkenmerken van het rechtscollege.

.../...

Is de commissie slechts een orgaan van de actieve administratie, dan mag aan haar leden alleen beslissingsbevoegdheid worden toegekend door overdracht van bevoegdheid van de uitvoerende macht. In dat geval blijft de commissie aan de hiërarchische overheid onderworpen. Haar rechtstoestand is dan dezelfde als die van om het even welke dienstchef van het Ministerie van Landsverdediging of van het Ministerie van Binnenlandse Zaken die, krachtens een overdracht van bevoegdheid, bepaalde zaken kan afhandelen zonder zich in elk bijzonder geval tot de verantwoordelijke Ministers te moeten wenden.

IV. Over de vorm van het ontwerp zijn nog de volgende opmerkingen te maken :

1. Het nieuwe elfde lid van artikel 10, § 1, 1°, bepaalt : "in dit geval moet de hoge militieraad zijn beslissing steunen op dezelfde gegevens als deze waarvan de militieraad kennis heeft gehad". Deze bepaling is niet strikt nodig, aangezien in de voorgaande volzin werd gezegd dat de militieraad rekening kan houden met de vermoedelijke inkomsten van het jaar waarin de aanvraag om uitstel wordt ingediend, wanneer bewezen is dat deze lager zullen zijn dan die van het voorgaande jaar. De woorden "het lopende jaar" van de vroegere tekst worden vervangen door de woorden "het jaar waarin de aanvraag om uitstel wordt ingediend", om te voorkomen, aldus de memorie van toelichting op blz. 7, dat de rechtscolleges in militiezaken rekening zouden houden met de inkomsten van het jaar waarin zij uitspraak doen. Als deze voorzorg eenmaal is genomen, spreekt het vanzelf dat het rechtscollege van beroep geen ander standpunt mag innemen dan het rechtscollege in eerste aanleg.

.../...

2. De Franse tekst onder 4° van paragraaf 1 van artikel 12 luidt : "les dispositions de l'article 10, paragraphe 1er, 1°, alinéas 4 et suivants, sont d'application". Men zegge : "sont applicables" of "doivent être appliquées".

3. In de tekst onder 6° van hetzelfde artikel zou aan het slot beter worden gelezen : "in zijn land van herkomst, in zijn land van verblijf, of in het land waarvan hij eveneens de nationaliteit bezit".

4. In het tweede lid van § 5 van het nieuwe artikel 15 zou de uitdrukking "est venue à cesser" in de Franse tekst, ter wille van de overeenstemming met de Nederlandse, moeten worden vervangen door "cesse".

5. Artikel 22 begint met de volgende voorwaardelijke bijzin : "Indien aan een dienstplichtige meer dan één militiestand wordt toegekend ...". Juister is : "Indien een dienstplichtige meer dan één militiestand heeft ...".

6. Onder b van § 1 van artikel 87 wordt gezegd : "Indien verscheidene gezinnen het bewijs leveren hetzelfde aantal zonen aan het leger te hebben geleverd, wordt de voorkeur achtereenvolgens gegeven aan die : ...". Ontheffing van militaire dienst wordt niet verleend aan een gezin maar wel aan een man : de dienstplichtige die ontheffing geniet. De tekst zou dus moeten worden gelezen als volgt : "Indien dienstplichtigen behoren tot gezinnen die hetzelfde aantal zonen aan het leger hebben geleverd, wordt de voorkeur achtereenvolgens gegeven aan de dienstplichtigen wier gezin :

.../...

1° tenminste één lid telt dat voor het vaderland ...;

2° tenminste één lid telt dat is gestorven ...;

3° tenminste één lid telt dat de hoedanigheid van ...;

4° tenminste één zoon telt die heeft deelgenomen ...;

5° tenminste één zoon telt die bij reform werd ontslagen;

6° het grootste aantal kinderen in leven telt...".

7. In het nieuwe artikel 101 wordt melding gemaakt van "het verblijf van een dienstplichtige gedurende de hospitalisatie in een militaire inrichting ingevolge een ongeval overkomen ...". Men leze : "ten gevolge van een ongeval overkomen".

8. De tekst onder 4° van § 1 van artikel 107 kan beter als volgt worden gelezen :

"4° Hij die, uitgesloten of uit het leger weggezonden, en ter beschikking van de Minister van Landsverdediging gesteld, krachtens artikel 15, § 4, zich binnen drie dagen na de gestelde datum niet naar de hem aangewezen plaats heeft begeven".

9. In artikel 118 kunnen de woorden "sur le chemin de celles-ci" in de Franse tekst gevoeglijk worden vervangen door de woorden "sur le trajet pour se rendre au lieu de ces prestations et inversement".

10. Het laatste gedeelte van § 1 van artikel 119 kan beter als volgt worden gelezen :

"... dan wel, in vredestijd, zonder geldige reden afwezig blijft, ofschoon hij behoorlijk werd opgeroepen om dienstprestaties te verrichten".

.../...

11. Het lijkt overbodig de Koning in artikel 3 van het ontwerp opnieuw te machtigen tot het coördineren van de dienstplichtwetten, aangezien de wet van 5 juli 1957 (artikel 57), die nog steeds van kracht is, hem daartoe reeds heeft gemachtigd.

12. In artikel 4 ware het verkieslijk de eerste volzin als volgt nader te omschrijven :

"De Koning stelt de datum van inwerkingtreding der bepalingen van deze wet vast ...".

V. Het ontwerp wijzigt artikel 83 van de gecoördineerde wetten en neemt de huidige tekst van het vierde lid van dit artikel over. Bedoeld lid handelt over de verbreking van de dienstneming van de kandidaat-hulpofficier, van de hulpofficier, alsmede van de kandidaat-hulponderofficier of de hulponderofficier behorende tot het boordpersoneel van de luchtmacht. Het regelt de gevolgen van de verbreking ten aanzien van de dienstplicht van de betrokkenen.

De wet van 23 december 1955 betreffende de hulpofficieren van de luchtmacht, piloten en navigatoren, in de artikelen 5, § 3, tweede lid, en 10, tweede lid, alsook de wet van dezelfde datum betreffende de hulponderofficieren van de luchtmacht, piloten en navigatoren, in artikel 9, tweede lid, handelen over dezelfde aangelegenheid en bevatten dezelfde regelen als artikel 83, vierde lid, van het ontwerp. Dit laatste zou dus moeten vervallen.

.../...

VI. Met inachtneming van de opmerking onder I, stelt de Raad van State voor, het ontwerp anders in te kleden, inzonderheid door artikel 1 in zoveel artikelen in te delen als het wijzigingen van een bepaald artikel van de gecoördineerde wetten bevat, en in die wetten een hoofdstuk X bis in te voegen met de artikelen 112 tot 120, die normaal vóór de diverse bepalingen, de strafbepalingen en de overgangsbepalingen van hoofdstuk XI der gecoördineerde wetten moeten komen.

De tekst zou derhalve volgens het hiernavermelde schema kunnen worden opgemaakt :

Artikel 1.

Artikel 1 van de dienstplichtwetten, gecoördineerd op 2 september 1957, wordt gewijzigd als volgt :

§ 1. In het vijfde lid wordt de volzin "..." geschrapt.

§ 2. In het achtste lid worden tussen de woorden "selectiecentrum" en "herkeuringsraad", de woorden "..." ingevoegd.

§ 3. Er wordt een vijftiende lid toegevoegd luidend als volgt :

"Ontheffing ...".

Artikel 2.

Het opschrift van hoofdstuk II, dat aan artikel 2 van dezelfde gecoördineerde wetten voorafgaat, wordt door het volgende opschrift vervangen :

"Hoofdstuk II .....".

.../...

Artikel 3.

§ 1. In artikel 2, § 2, van dezelfde gecoördineerde wetten, worden de woorden ...

§ 2. Aan hetzelfde artikel 2 wordt een § 5 toegevoegd, luidend als volgt :

"§ 5. .....De in vredestijd ...".

Artikel 4.

§ 1. Artikel 3, § 3, van dezelfde gecoördineerde wetten wordt door de volgende bepalingen vervangen :

"§ 3 ...".

§ 2. Hetzelfde artikel, § 4, wordt door de volgende bepalingen vervangen :

"§ 4 ...".

§ 3. Hetzelfde artikel wordt aangevuld met een § 5, luidend als volgt :

"§ 5 ...".

Artikel 5.

In artikel 4, § 4, eerste lid, van dezelfde gecoördineerde wetten worden de woorden ...

Artikel 6.

In artikel 7, § 3, eerste lid, van dezelfde gecoördineerde wetten worden de woorden ...

.../...

Artikel 7.

Artikel 8 van dezelfde gecoördineerde wetten wordt door de volgende bepalingen vervangen :

"Artikel 8. ...".

Artikel 8.

§ 1. Artikel 10, § 1, 1°, elfde lid, van dezelfde gecoördineerde wetten wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Nochtans ...".

§ 2. In § 2 van hetzelfde artikel worden de woorden ....

§ 3. § 4 van hetzelfde artikel wordt aangevuld met een 5°, luidend als volgt :

"5° ...".

§ 4. Hetzelfde artikel wordt aangevuld met een § 5, luidend als volgt :

"§ 5 ...".

Artikel 9.

§ 1. Artikel 11, § 1, van dezelfde gecoördineerde wetten wordt door de volgende bepalingen vervangen :

"§ 1 ...".

.../...

§ 2. In § 2 van hetzelfde artikel worden na het woord "uitstel" de woorden "..." ingevoegd.

§ 3. In § 3 van hetzelfde artikel wordt het woord ...

Artikel 10.

Artikel 12 van dezelfde gecoördineerde wetten wordt door de volgende bepalingen vervangen :

"Artikel 12. § 1 ...".

Artikel 11.

Hoofdstuk IV, afdeling IV, en artikel 13 van dezelfde gecoördineerde wetten worden opgeheven.

Artikel 12.

§ 1. Artikel 14, § 1, tweede lid, van dezelfde gecoördineerde wetten wordt door de volgende bepaling vervangen :

"...".

§ 2. In hetzelfde artikel wordt § 2, tweede lid, door de volgende bepaling vervangen :

"...".

.../...

Artikel 13.

§ 1. In artikel 15 van dezelfde gecoördineerde wetten wordt § 2, waarin de woorden "Kan van de dienst worden uitgesloten" worden geschrapt, het 4° van § 1.

§ 2. § 3 van hetzelfde artikel wordt vervangen door een nieuwe § 2, luidend als volgt :

"§ 2 ...".

§ 3. § 4 van hetzelfde artikel wordt § 3.

§ 4. § 5 van hetzelfde artikel wordt vervangen door een nieuwe § 4, luidend als volgt :

"§ 4 ....".

§ 5. § 6 van hetzelfde artikel wordt vervangen door een nieuwe § 5, luidend als volgt :

"§ 5 ...".

Artikel 14.

Artikel 16 van dezelfde gecoördineerde wetten wordt door de volgende bepalingen vervangen :

"Artikel 16. § 1 ...".

Artikel 15.

In artikel 17, § 2, van dezelfde gecoördineerde wetten worden de woorden ...

.../...

Artikel 16.

§ 1. In artikel 20, § 1, van dezelfde gecoördineerde wetten wordt het 6° geschrapt.

§ 2. § 3 van hetzelfde artikel wordt door de volgende bepalingen vervangen :

"§ 3 ...".

§ 3. In § 4 van hetzelfde artikel worden de woorden ...

Artikel 17.

§ 1. In artikel 21, § 3, eerste lid, van dezelfde gecoördineerde wetten worden de woorden "voor echt verklaard" geschrapt.

§ 2. In dezelfde § 3 wordt het tweede lid opgeheven.

Artikel 18.

Artikel 22 van dezelfde gecoördineerde wetten wordt door de volgende bepalingen vervangen :

"Artikel 22. ...".

Artikel 19.

In artikel 23 van dezelfde gecoördineerde wetten worden de woorden ...

.../...

Artikel 20.

Artikel 25 van dezelfde gecoördineerde wetten wordt door de volgende bepalingen vervangen :

"Artikel 25. ...".

Artikel 21.

In artikel 26, tweede lid, van dezelfde gecoördineerde wetten worden de woorden "..." vervangen door de woorden "om vrijlating",en de woorden "artikel 13, § 2" door de woorden "artikel 12, § 2".

Artikel 22.

In artikel 28, § 4, van dezelfde gecoördineerde wetten worden de woorden ...

Artikel 23.

§ 1. Artikel 32, § 1, 3°, van dezelfde gecoördineerde wetten wordt als volgt vervangen :

"3° ...".

§ 2. De paragrafen 2 en 3 van hetzelfde artikel worden opgeheven.

Artikel 24.

§ 1. In artikel 33, § 1, van dezelfde gecoördineerde wetten worden de woorden ...

.../...

§ 2. In § 2, eerste lid, van hetzelfde artikel worden de woorden "..." geschrapt.

§ 3. In dezelfde § 2 wordt het tweede lid opgeheven.

Artikel 25.

In artikel 37, § 3, van dezelfde gecoördineerde wetten worden de woorden ...

Artikel 26.

Artikel 44, tweede lid, van dezelfde gecoördineerde wetten wordt door de volgende bepaling vervangen :

"...".

Artikel 27.

Artikel 46 van dezelfde gecoördineerde wetten wordt door de volgende bepalingen vervangen :

"Artikel 46. § 1 ...".

Artikel 28.

Artikel 47, § 3, van dezelfde gecoördineerde wetten wordt door de volgende bepalingen vervangen :

"§ 3 ...".

.../...

Artikel 29.

Artikel 49, tweede lid, van dezelfde gecoördineerde wetten wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Hij wordt ...".

Artikel 30.

In artikel 51, § 1, van dezelfde gecoördineerde wetten worden het tweede en het derde lid opgeheven.

Artikel 31.

Het opschrift van hoofdstuk V, afdeling VI, van dezelfde gecoördineerde wetten wordt door het volgende opschrift vervangen :

"Afdeling VI ....".

Artikel 32.

Artikel 54 van dezelfde gecoördineerde wetten wordt door de volgende bepalingen vervangen :

"Artikel 54_...".

Artikel 33.

In artikel 60 van dezelfde gecoördineerde wetten worden de woorden : "De voorlopig afgekeurde" vervangen door de woorden: "Bij het verlaten van het centrum verliest de voorlopig afgekeurde".

.../...

Artikel 34.

§ 1. In artikel 62, eerste lid, van dezelfde gecoördineerde wetten worden de woorden : "..." geschrapt.

§ 2. Het tweede lid van hetzelfde artikel wordt opgeheven.

Artikel 35.

In artikel 63, § 1, van dezelfde gecoördineerde wetten wordt het woord ...

Artikel 36.

§ 1. Artikel 65, § 1, 1°, van dezelfde gecoördineerde wetten wordt vervangen als volgt :

"1° ...".

§ 2. § 3, tweede lid,van hetzelfde artikel wordt vervangen als volgt :

"...".

Artikel 37.

§ 1. In artikel 66, § 1, eerste lid, van dezelfde gecoördineerde wetten wordt het woord ...

§ 2. § 2 van hetzelfde artikel wordt door de volgende bepaling vervangen :

.../...

"§ 2. Deze termijn gaat in ...
Van deze termijn worden afgetrokken ..."
(§ 3 valt weg).

Artikel 38.

In de inleidende volzin van artikel 67 van dezelfde gecoördineerde wetten, worden de woorden ...

Artikel 39.

Artikel 68 van dezelfde gecoördineerde wetten wordt opgeheven.

Artikel 40.

In artikel 70, eerste lid, van dezelfde gecoördineerde wetten worden de woorden ...

Artikel 41.

§ 1. In artikel 71, § 1, van dezelfde gecoördineerde wetten worden de woorden ...

§ 2. In § 2, tweede lid, van hetzelfde artikel worden de woorden "..." vervangen door ...

§ 3. In dezelfde § 2 wordt het derde lid opgeheven.

§ 4. § 3, tweede lid, van hetzelfde artikel wordt opgeheven.

.../...

Artikel 42.

Het opschrift van hoofdstuk VIII van dezelfde gecoördineerde wetten wordt aangevuld met de verwijzing "(1)" en in hetzelfde hoofdstuk worden de woorden "Afdeling I. Dienstneming en wederdienstneming bij het permanent legerpersoneel" geschrapt.

Artikel 44.

In artikel 79, § 1, van dezelfde gecoördineerde wetten, gewijzigd bij de wet van 16 augustus 1958, wordt het woord ...

Artikel 45.

Artikel 83 van dezelfde gecoördineerde wetten wordt door de volgende bepalingen vervangen :

"Artikel 83. ...".

Artikel 46.

In artikel 86, eerste lid, van dezelfde gecoördineerde wetten worden de woorden ...

Artikel 47.

Hoofdstuk VIII, afdeling II, van dezelfde gecoördineerde wetten wordt vervangen door een hoofdstuk VIIIbis, met als opschrift :

"Hoofdstuk VIIIbis. Ontheffing van werkelijke dienst".

.../...

Artikel 48.

Artikel 87 van dezelfde gecoördineerde wetten wordt door de volgende bepalingen vervangen :

"Artikel 87. § 1. ...".

Artikel 49.

Artikel 96 van dezelfde gecoördineerde wetten wordt opgeheven.

Artikel 50.

In dezelfde gecoördineerde wetten wordt een hoofdstuk Xbis ingevoegd met als opschrift :

"Hoofdstuk Xbis. Dienst bij de burgerlijke bescherming".

Artikel 51.

In dezelfde gecoördineerde wetten wordt een artikel 97bis ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 97bis ... (=nieuw artikel 112)".

Artikel 52.

In dezelfde gecoördineerde wetten wordt een artikel 97ter ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 97ter ... (=nieuw artikel 113)".

.../...

Artikel 53.

In dezelfde gecoördineerde wetten wordt een artikel 97quater ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 97quater ... (=nieuw artikel 114)".

Artikel 54.

In dezelfde gecoördineerde wetten wordt een artikel 97quinquies ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 97quinquies ... (=nieuw artikel 115)".

Artikel 55.

In dezelfde gecoördineerde wetten wordt een artikel 97sexies ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 97sexies ... (=nieuw artikel 116)".

Artikel 56.

In dezelfde gecoördineerde wetten wordt een artikel 97septies ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 97septies ... (=nieuw artikel 117)".

Artikel 57.

In dezelfde gecoördineerde wetten wordt een artikel 97octies ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 97octies ... (=nieuw artikel 118)".

.../...

Artikel 58.

In dezelfde gecoördineerde wetten wordt een artikel 97nonies ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 97nonies ... (=nieuw artikel 119)".

Artikel 59.

In dezelfde gecoördineerde wetten wordt een artikel 97decies ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 97decies ... (=nieuw artikel 120)".

Artikel 60.

§ 1. In artikel 98, eerste lid, van dezelfde gecoördineerde wetten worden de woorden "..." vervangen door ...

§ 2. Het tweede lid van hetzelfde artikel wordt door de volgende bepaling vervangen : "...".

§ 3. In het vierde lid van hetzelfde artikel worden de woorden "het rechtscollege" vervangen door de woorden "het rechtscollege of de commissie".

§ 4. In het vijfde lid van hetzelfde artikel wordt de eerste volzin vervangen door de volgende : "De intrekking ...".

Artikel 61.

In dezelfde gecoördineerde wetten wordt een artikel 98bis ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 98bis. ...".

.../...

Artikel 62.

In dezelfde gecoördineerde wetten wordt een artikel 98ter ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 98ter. ...".

Artikel 63.

Artikel 102, § 4, van dezelfde gecoördineerde wetten wordt opgeheven.

Artikel 64.

Artikel 105, § 1, 4°, van dezelfde gecoördineerde wetten wordt vervangen als volgt :

"4°. De werkgever die ...".

Artikel 65.

In artikel 106, 2° en 3°, van dezelfde gecoördineerde wetten worden de woorden "voorlopige afkeuring of aanwijzing voor het speciaal contingent te bekomen" vervangen door "voorlopige afkeuring, ontheffing of aanwijzing voor het speciaal contingent te bekomen".

Artikel 66.

§ 1. In artikel 107, § 1, van dezelfde gecoördineerde wetten wordt de inleidende volzin vervangen als volgt : "Als deserteur wordt beschouwd : ...".

.../...

§ 2. Het 1° van dezelfde paragraaf wordt aangevuld met een derde lid, luidend als volgt :

"In deze gevallen ...".

§ 3. In het 2° van dezelfde paragraaf worden de woorden ...' .

§ 4. Het 4° van dezelfde paragraaf wordt door de volgende tekst vervangen :

"4° hij die, uitgesloten of uit het leger weggezonden, en ter beschikking van de Minister van Landsverdediging gesteld krachtens artikel 15, § 4, zich binnen drie dagen na de gestelde datum niet naar de hem aangewezen plaats heeft begeven".

Artikel 67.

In hoofdstuk XI, afdeling III, van dezelfde gecoördineerde wetten worden de ondertitels : "A. - Van de wet van 15 juni 1951 (1)" en "B. - Van de wet van 5 juli 1957 (1)" geschrapt en het opschrift van dezelfde afdeling wordt aangevuld met de verwijzing (1) .

Artikel 68.

Artikel 109 van dezelfde gecoördineerde wetten wordt door de volgende bepalingen vervangen :

"Artikel 109. ...".

.../...

Artikel 69.

Artikel 110 van dezelfde gecoördineerde wetten wordt door de volgende bepalingen vervangen :

"Artikel 110. ...".

Artikel 70.

De artikelen 112 en 113 van dezelfde gecoördineerde wetten worden opgeheven.

Artikel 71.

(Artikel 2 van het ontwerp. - Zie echter opmerking II).

Artikel 72.

(Artikel 3 van het ontwerp. - Zie echter opmerking IV, 11).

Artikel 73.

De Koning bepaalt de datum van inwerkingtreding van de bepalingen van deze wet en eventueel ...".

La chambre était composée de

Messieurs : J.SUETENS, premier président,

L.MOUREAU, conseillers d'Etat,
G.HOLOYE,

F.DUCHENE, assesseurs de la section de législation,
G.VAN HECKE,

C.ROUSSEAUX, greffier adjoint, greffier.

De kamer was samengesteld uit

de Heren : eerste-voorzitter,

raadsheren van State,

bijzitters van de afdeling wetgeving,

adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.J.SUETENS.

Le rapport a été présenté par M.F.PERIN, substitut.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.J.SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H.F.PERIN, substituut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) C.ROUSSEAUX.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) J.SUETENS.